

Libre-propos

Conscience, réconciliation et don patriotique

Par Tom Frédéric Mambenga-Ylagou*

Libreville/Gabon

Le discours à la Nation d'un chef d'Etat à l'occasion de la commémoration de la Fête nationale est un rituel politique universel qui restitue la portée du pacte républicain entre l'autorité qui gouverne et ses compatriotes. C'est un instant solennel propice à dresser l'Etat de la Nation au moment de la célébration de sa naissance. D'ordinaire, la tradition politique voudrait que ce discours soit prononcé, le 16 août, la veille de la date officielle de l'indépendance de notre pays. En marquant une césure sur l'ordre rituel canonisé, Ali Bongo, avait certainement une raison indiquée et justifiée de prononcer son allocution le 17 août : fait de rupture conditionné par un stratagème politique à quelques mois des élections présidentielles ou volonté de marquer sa vision de réforme de la société gabonaise et montrer son ambition patriotique et progressiste ?

J'avoue être gêné pour répondre de manière non partisane à ces deux questions concernant un Président pour lequel je n'avais pas choisi de donner ma voix en 2009, préférant le rêve révolutionnaire que Pierre Mamboundou avait imprimé à mon vote. Il n'est pas renoncement, ni trahison à un idéal sociétal ou à une idéologie de transformation collective que de revoir son jugement après les six ans de gouvernance d'Ali Bongo Ondimba et d'apprécier en toute objectivité le sens et la portée de la grande annonce de son allocution du 17 août 2015.

Je me permets de la paraphraser pour donner mon interprétation de l'humble citoyen, n'ayant jamais adhéré à un parti politique gabonais : « J'ai partagé mon père avec tous les fils du Gabon (...). Mon héritage familial est en réalité l'héritage de tous les enfants du Gabon. J'ai décidé de donner à la Nation et à la jeunesse gabonaise, ma part d'héritage : la résidence particulière du Camp de Gaulle, populairement appelée Oyo, deux hôtels particuliers situés à Paris et une partie de mes avoirs financiers issus de ma part d'héritage (sic) ».

La conscience patriotique d'Ali Bongo Ondimba

Cette annonce forte a une charge révolutionnaire, car elle affirme un rejet du despotisme et du népotisme qu'on a toujours cherchés à coller à la gouvernance d'Ali Bongo soit sur la base des faits qui permettent une tel jugement, soit parce qu'il est le fils d'un Président qui a régné, pendant presque un demi-siècle, sur une ancienne colonie de la France aux richesses naturelles mirifiques dont les fruits de leur exploitation n'ont pas toujours été équitablement partagés.

L'annonce d'Ali Bongo surprend, déstabilise et paraît incroyable sur la base d'un lourd et compromettant héritage de représentations mythologiques ou avérées sur son Père, sur sa phratricie et sur toutes les lignées courtisanes de toutes les ethnies du Gabon qui n'ont cessé de montrer leur attachement quasi atavique aux privilèges mirobolants, à l'ombre des existences amochées de la majorité de leurs compatriotes.

En décidant de remettre à l'Etat gabonais des biens qualifiés de « mal acquis » ou d'

« abusifs », en remettant une partie de biens estampillés comme héritage d'un clan familial et qui constituent la source de moult polémiques qui accentuent la distance adhésive des populations gabonaises à son projet politique et social, Ali Bongo installe au cœur du débat social le sens et la portée de sa vision de l'émergence.

Cette annonce procède du cheminement de la conscience agissante d'un président de la République, sensible à la fracture sociale, sensible aux dysfonctionnements d'un pays où les plus riches n'ont cessé de s'enrichir, où les privilèges abusivement acquis en spoliant les deniers publics sont brandis et exposés comme des trophées de guerre, une guerre contre l'ordre moral et équitable de la société.

Ali Bongo, par cette annonce montre qu'on ne spéculer pas sur les valeurs qui fondent la République, la Justice en est une. Quand on défend une ambition républicaine, l'idéal de justice est une valeur cardinale qui implique une conscience approfondie des situations inégalitaires que l'on cherche à tout instant à réduire au plus près. De ce fait, le Président est fidèle et cohérent avec ses premières mesures fortes prises contre l'iniquité sociale : la suppression de fonds communs qui constituaient pour un groupe infime des travailleurs du secteur public des sources de privilèges inconsidérables ; la mise en place d'un Nouveau système de rémunération (NSR) qui donne sens au travail accompli, qui bonifie le salaire de l'agent public et qui vise la performance, tout en assurant un régime de retraite qui valorise le fruit de son labeur...

La valeur de justice sociale ne s'analyse pas, elle se vit pour quelqu'un qui n'a cessé de réaffirmer et de témoigner de son indispensable exigence ; ce qui explique pourquoi Ali Bongo a voulu toucher au cœur de son antre familial, contre toutes les intrigues des héritages au sein d'un système parental aux relents dynastiques, pour dire et redire que le juste est la condition de l'adhésion patriotique.

Par cet acte d'une grande ampleur révolutionnaire, tous les privilégiés que le règne du Père a fabriqué et qui se présentent pour des opposants authentiques sont contraints de suivre la cadence de justice sociale initiée par le président de la République. Ils doivent eux aussi renoncer à l'indécence et faire preuve de patriotisme.

Les mesures sociales et politiques amorcées par le Président Ali Bongo, dès son accession au pouvoir ont fait naître un réel espoir de transformation sociale et des nouvelles pratiques politiques. Après une forme d'inertie due aux forces conservatrices, cette nouvelle mesure marque cette volonté de rupture contre les égoïsmes rétrogrades. Elle dessine le visage d'une politique de meilleure redistribution des richesses. Elle scelle la nécessaire réconciliation du Président avec ses compatriotes.

La réconciliation patriotique du président de la République avec les populations

La question préjudicielle à laquelle vient de répondre le président de la République par cet acte est la suivante : pourquoi le Gabon, notre pays, peu peuplé et doté d'énormes ressources naturelles dont certaines sont exploitées, demeure-t-il à l'opposé d'un réel progrès social qui assurerait au grand nombre, disons à la masse, le bien-être ?

Trois principales raisons sont, à partir d'un constat saisissant, à l'origine de ces inégali-

tés sociales prononcées qui, d'année en année, créent les conditions d'une fragmentation de l'unité nationale, avec son corollaire inévitable l'ethnisme et le règne de la rumeur comme mode de manipulations politiques, qui fragilisent l'autorité de l'Etat et ne permettent pas d'apprécier la justesse et la portée de certaines mesures sociales positives qu'il initie.

La première cause est l'échec patent des dirigeants politiques, des intellectuels arrivistes et de leurs relais sociaux (structure sociale et culturelle de la famille au sens large du terme) qui, depuis la fin officielle de la colonisation, ont reproduit des modes de gestion et de comportement néo-coloniaux qui pérennisent un système d'apartheid social : d'un côté, une minorité sociale, détentrice du pouvoir politique, aidée par une frange de la société civile, s'est accaparée de l'essentiel des richesses et des fruits de l'effort national. De l'autre, la masse laborieuse du service public et privé qui végète dans la survie ou l'illusion existentielle du bien être. En effet, l'aspect le plus important de la fracture sociale nationale est lié à « la défaite des classes dirigeantes » et à l'absence de vision des intellectuels proches du pouvoir ou de l'opposition qui devraient, pourtant, constituer les catalyseurs du patriotisme et de l'humanisme social, grâce à leur pouvoir décisionnel ou leur capacité à orienter l'action politique. Or, ces deux groupes ont d'abord et continuent à penser en priorité à la préservation de leurs énormes privilèges entretenus par un système de filiation multiforme, contraignant ainsi la grande masse à la paupérisation qui l'expose à toute forme de manipulation politicienne. Cette situation est tout simplement immorale, indécente et antipatriotique.

La troisième cause est la faiblesse organisationnelle de la société civile (syndicats, organismes non gouvernementaux, associations diverses...) qui ne permet pas le renversement d'un système inique qui a pour conséquence le surgissement et l'affirmation d'une « mentalité collective de la triche et de la survie » qui renforce l'ethnisme, le régionalisme grégaire et la xénophobie.

Le corollaire inévitable des causes que je viens de décrire est la perte des valeurs collectives : la perte de la valeur du travail, la perte du sens du bien public et collectif, la perte du sens de la solidarité et de l'entraide, la perte de la fierté d'être gabonais... Ainsi, la facilité, la prostitution intellectuelle ou physique, les relations spéculatives et la triche constituent désormais les formes actuelles de l'ascension sociale au détriment du travail et du mérite. Ceux qui travaillent le plus et les citoyens honnêtes ne sont pas toujours reconnus dans leur engagement professionnel ou leurs comportements citoyens. Le système social est larvé et gangrené par des faux monnayeurs. Il s'installe, dès lors à tous les niveaux de la société, une crise de valeurs qui laissent le champ à l'impressionnisme verbal et au paraître plus qu'à l'être, à la primauté de la facilité sur l'effort, de l'ethnie sur la Nation, de l'individu sur la solidarité, de la loyauté sur la perfidie, de la rouerie sur la noblesse...

La hauteur de vue du président de la République, le caractère quasi obsessionnel des valeurs de justice sociale qu'il propose ont permis de replacer l'idéal de transformation sociale au cœur de son projet politique.

Pour certains, il était impossible qu'il renonçât à ses lubies et à sa culture bourgeoises. On n'a extrapolé sur des détails de ses goûts d'existant, on lui a contesté la capacité à imprégner un renoncement sur des pratiques anciennes... Des opposants ont même abreuvé l'opinion publique d'histoires sur la vie privée et sur la nationalité d'un président de la République qui n'est autre que le fils de celui qu'ils ont servi religieusement pendant des longues décennies, sans douter sur ses liens biologiques avec leur guide éclairé.

Quoi qu'il en soit, Ali Bongo n'a jamais renoncé à son idéal de poser la primauté des valeurs républicaines qui seules lui permettront de réconcilier les gabonais avec la politique. Certes, il a manifesté plusieurs fois son inquiétude non pas qu'il doute de la portée de son action, mais parce que, eu égard à la fragilisation de la situation sociale, il mesure la difficulté de transformer la société. C'est par une résistance aux héritages et aux pratiques sectaires qu'il a cherché à imprimer un geste symbolique capital qui a valeur de réconciliation patriotique, en fait c'est un don de soi pour renaitre à la Patrie.

Le don patriotique du Président

Sacrifier une partie des privilèges qui ont constitué le socle de la puissance et de l'hégémonie d'une famille au pouvoir, n'est pas un geste anodin. Il procède d'un courage pris sur soi, un renoncement pour témoigner d'une volonté adhésive aux valeurs de la République. Ce don patriotique a pour principal destinataire la jeunesse gabonaise, que moult résistances poussent au désarroi. En donnant à la jeunesse gabonaise un héritage qu'il mérite, Ali Bongo s'inscrit dans une dynamique de nouvelle espérance, que nous, professionnels de l'éducation, nous, parents, n'avons cessé de fragiliser par plusieurs formes de démissions.

Ce don patriotique est une sommation républicaine à aller plus loin pour restituer le socle de la justice sociale. Il y a lieu de procéder à un inventaire et de réquisitionner le patrimoine immobilier excessif, fruit d'une ripaille des fonds publics, que possèdent les anciens et les actuels dirigeants afin d'en faire des logements sociaux ; de saisir les comptes de tous les détournements de l'argent public authentifiés par la Cours des Comptes et par la Commission nationale contre l'enrichissement illicite ; de taxer les grandes propriétés foncières pour financer un fond d'aide au logement social ; de rendre au domaine public tous les biens étatiques personnalisés ou déclarés comme tels par les anciens et nouveaux dirigeants ou par les gestionnaires des fonds publics... La portée révolutionnaire de l'annonce du président de la République montre son attachement aux vérités nourissantes et son refus des injustices qui font souffrir. Là se trouvent la profondeur et la quintessence de sa décision comme la manifestation d'une conscience, d'une réconciliation et d'un don de soi pour la Patrie et pour donner sens à la solidarité nationale.

*Maître de conférences en littérature comparée à l'UOB, président du Mouvement des patriotes gabonais (MPG) et président de la FRAPES (Force de réflexion et d'action pour l'enseignement supérieur).



**AU ROYAUME DU SPORT
LE ZAPPEUR EST ROI**

4 NOUVELLES CHAINES

CANAL+ SPORT 1 CANAL+ SPORT 2 CANAL+ SPORT 3 CANAL+ SPORT 4

18 000 FCFA / MOIS

EVASION+

86 00

**Coût d'un appel local

* Tarif en vigueur au 24/03/2015 pour tout nouvel abonné.
Voir tarifs et conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé.

**LES BOUQUETS
CANAL+**